

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Non-au-coup-d-Etat-en-Bolivie-et-a-la-repression-violente-face-au-peuple>

Non au coup d'État en Bolivie et à la répression violente face au peuple.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 2 décembre 2019

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un acte de quatre heures de solidarité et de soutien aux peuples latinoaméricains en lutte. Diverses organisations en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Brésil, en Bolivie, au Pérou, en Colombie, au Venezuela et au Mexique ont répondu à l'appel à l'unité face au coup d'État bolivien et à la répression de la violence contre les manifestations populaires dans la région. Plus de 400 personnes ont manifesté cet après-midi à Paris sur l'esplanade des droits de l'homme, à l'appel de plus de 20 organisations et groupes latinoaméricains.

Communiqué de presse

Assemblée de Citoyens Argentins en France

L'Amérique latine connaît une mobilisation populaire effervescente contre la réaction conservatrice rétablie dans la région ces dernières années. Alors que les manifestations se multiplient en Colombie, Equateur, Brésil, Chili, Haïti, avec le désir de changement, la droite latino-américaine n'est pas disposée à céder les espaces de pouvoir. Les forces conservatrices de la région ne se présentent plus comme une droite démocratique, républicaine et institutionnaliste. Les différentes manifestations populaires les ont forcé à se démasquer, révélant l'essence des élites économiques latino-américaines : racisme, discrimination, totalitarisme et xénophobie exprimés par une violence extrême.

La Bolivie vient de subir un coup d'État civique, politique, militaire et policier contre le président Evo Morales. Après avoir nié le résultat des élections présidentielles en présence d'auditeurs internationaux, certains secteurs des forces armées et de la police nationale boliviennes ont abandonné leur devoir de protection de la société et des institutions républicaines pour se joindre à l'appel des dirigeants de droite Carlos Mesa et Luis Camacho et déclarer la guerre au Président Evo Morales. Nous rejetons aussi la présidente illégitime et autoproclamée Jeanine Añez, dont la manière d'accéder au pouvoir n'est pas sans rappeler les sinistres et antidémocratiques tentatives de Juan Guaido au Venezuela.

Nous condamnons la position de l'OEA, que nous jugeons injuste, la complicité de la presse et des secteurs politiques européens qui préfèrent ignorer le coup d'état en Bolivie et la rupture de l'ordre constitutionnel.

L'Assemblée des citoyens argentins en France condamne le coup d'Etat contre le président démocratiquement élu Evo Morales et appelle la communauté internationale à dénoncer publiquement la persécution violente qui menace la vie des dirigeants, militants boliviens et latino-américains qui se mobilisent contre le régime mis en place.

Face à la violence sauvage déclenchée au Chili, Colombie et en Equateur, l'Assemblée des citoyens argentins en France appelle la communauté internationale à donner une réponse catégorique contre l'autoritarisme de Luis Camacho en Bolivie, Lenin Moreno en Equateur et Sebastian Piñera au Chili.

Dans 10 jours L'Argentine laissera derrière elle 4 ans d'un gouvernement néo-libéral qui nous ont replongé dans les heures les plus sombres que plus jamais nous ne voulons revivre. Nous avons l'espoir que le nouveau gouvernement de gauche d'Alberto Fernandez y Cristina Kirchner puisse renforcer la démocratie dans la région. Que l'on puisse retourner sur le chemin de l'union Latino-Américaine. La tâche n'est pas facile, et c'est pour cela que nous sommes convaincus que la mobilisation permanente de tous les peuples est l'axe fondamental pour forcer le changement.

NON au coup d'État raciste et xénophobe en Bolivie.

NON à la persécution des dirigeants politiques et des militants.

NON à la répression sauvage face au peuple.

NON à la complicité politique des médias complaisants qui réduit au silence la violence et justifie les gouvernements illégitimes.

ACAFacafcorreo@gmail.com

Qui sommes nous : Argentins de diverses origines politiques et socio-professionnelles résidant en France, nous avons décidé de nous constituer en association 1901 suite aux nombreuses assemblées organisées entre fin 2015 et avril 2016 autour d'une préoccupation commune : la défense des acquis démocratiques et sociaux, suite au renversement de la dictature militaire (1976-1983) et notamment durant les douze dernières années en Argentine.

Nos objectifs : Alerter l'opinion publique française et européenne sur les atteintes aux libertés publiques et aux droits fondamentaux en Argentine qu'ils soient politiques, sociaux ou culturels. Pétitionner devant les autorités françaises et argentines en vue de faire respecter la législation concernant les droits humains et les politiques de Mémoire, Vérité et Justice ainsi que promouvoir en France et en Europe, une meilleure connaissance de l'évolution politique et sociale de l'Argentine à travers des débats, conférences et activités culturelles diverses.